



EDITORIAL

LA DGFIP EN ETAT D'URGENCE SANITAIRE

41 : ce sont les suppressions d'emplois nettes pour la DDFIP de Seine-Saint-Denis en 2021. A cela s'additionnent les fermetures de services prévues par le Nouveau Réseau de Proximité pour cette année et les délocalisations de parties entières des services de pleine compétence : fermetures de la trésorerie de Drancy Impôts, fermeture des SIE et PCE de Noisy-Le-Sec, fermeture du SIE du Raincy, disparition de la trésorerie de Livry Gargan municipale et pour couronner le tout l'annonce surprise de la fermeture du SIP de Noisy-Le-Sec.

Les SIE perdent dans la foulée les quittus fiscaux, centralisés sur le SIE de Saint-Denis avant leur départ programmé au sein d'un service national à Denain. Et on peut multiplier les exemples de ce type : création d'un pôle national pour les CSP à distance, mises en place de SAPF pour absorber les missions des SPF etc etc.

La Direction Générale cherche à absorber les missions des services de pleine compétence pour remettre en cause les services déconcentrés et faciliter les suppressions d'emplois et les fusions de structures. Et le service public dans tout ça ? Ce sera un service public à distance, dématérialisé, qui vise à exclure les populations les plus fragilisées. Pour faciliter la remise en cause du réseau de la DGFIP, le gouvernement attaque frontalement les statuts depuis plus d'un an en s'appuyant sur la Loi Dussopt : disparition des Commissions Administratives Paritaires (mutations, tableaux d'avancements etc), embauche de contractuels sur les emplois réservés aux fonctionnaires, possibilité de détacher les fonctionnaires dans les entreprises privées qui se goinfreront sur les décombres du service public.

Pour toutes ces raisons, la CGT Finances Publiques 93 a décidé de maintenir son activité déconfinée. Nous avons organisé partout où nous le pouvions des heures syndicales, des pétitions décidées avec les agents pour exiger le retrait des projets de restructuration, nous avons informé largement des conséquences de l'embauche de contractuels sur des emplois de fonctionnaires. Les agents ne sont pas dupes de ces réformes, ce n'est que la continuité de ce qu'ont voulu mettre en place les gouvernements successifs pour remettre en cause le service public et économiser sur notre dos.

Même si à l'heure actuelle, la question de la grève n'a pas pu être posée, ça bouge dans les services : au service comptabilité de la DDFIP 93, tous les agents ont décidé de monter en groupe pour interpellier le Directeur Départemental sur la question du manque d'effectifs et la future caisse du Berlioz, au SIP de Saint-Denis les contrôleurs se sont réunis pour protester sur l'organisation du travail et les plannings de congés avant d'aller présenter leurs revendications à leur hiérarchie, à la Direction des Affaires Juridiques, où les agents ont pu obtenir des ordinateurs pour toutes les personnes vulnérables malgré le blocage de leur hiérarchie, au Carré Piazza où les agents se réunissent depuis des mois contre les projets de fusion des SPF et la remise en cause des méthodes travail...

L'exaspération monte dans les services et les agents avec leurs syndicats commencent à prendre en main le combat pour la satisfaction de leurs revendications. Avec le syndicat CGT, nous continuerons à informer, à réunir afin de permettre l'expression collective de la volonté des agents pour défendre notre avenir, qui est aussi l'avenir du service public.

Le Mouton NOIR Le Mout

DOSSIER

FONDS DE SOLIDARITE : des milliards qui s'échappent

Depuis avril 2020, le gouvernement a décidé la mise en place de ce fonds de solidarité aux entreprises suite au confinement de la population et de l'arrêt de l'économie. Au départ c'était un montant forfaitaire de 1 500 € puis cela a été étendu à certains secteurs d'activité et a vu les montants réévalués jusqu'à 10 000 € ou 20% du chiffre d'affaires dans la limite de 200 000 €.

Au mois de décembre 1,9 millions d'entreprises en ont bénéficié pour un montant cumulé de 14,5 milliards d'Euros.

Depuis la rentrée, dans le 93, les services, à tour de rôle, ont été mobilisés pour traiter le nombre incalculable de demande : les SIE en premier lieu, une partie de l'EDR, puis les huissiers, et maintenant les PCE et brigades de vérification en plus des SIE, de la DAJ et de la cellule départementale. En janvier près de 20 000 demandes, février près de 18 000. Et cela va durer jusqu'au mois de juin a minima.

Sur le département, il a été constaté un regain d'activité d'entreprises en sommeil , de créations d'entreprises avec un effet rétroactif, d'auto entrepreneurs... Au début, malgré les filtres, certains ont bénéficié de cette aide à plusieurs reprises, d'autres ont profité de cet effet d'aubaine. Des milliards donc.

Près de 60% de rejet, des services qui croulent littéralement, des contribuables exaspérés qui demandent et qui n'obtiennent pas. Donc une surcharge d'activité pour tous les services. Des notes, des FAQ qui s'empilent au fur et à mesure que le temps passe. Des délais de plus en plus contraints.

Face à cette recrudescence de fraude, la réponse est des listes MRV (mission valorisation requête issue des services de Bercy) longue comme le bras et à traiter par les PCE dans des délais impossible à tenir afin de déceler les fraudeurs potentiels.

Et maintenant, la DGFIP et par voie de conséquence la DDFIP font appel à des contractuels pour une durée de 6 mois (250 au niveau national), la direction départementale n'étant pas en reste a lancé un appel à candidatures.

Alors que le gouvernement a voté des milliards d'euros d'aide aux entreprises dès le mois de mars, alors que l'on distribue des milliards sans contrepartie, les postes vacants ne sont toujours pas pourvus, le point d'indice est toujours gelé.

Ces milliards seraient plus utiles pour financer un recrutement massif dans la fonction publique dans ces 3 versants (Etat, Hospitalière, Territoriale), un recrutement massif pour faire face à l'augmentation des charges de travail, à assurer toutes nos missions, pour l'augmentation générale des salaires et au dégel du point d'indice...



on NOIR Le Mouton NOIR

BREF !

Et pendant ce temps là...

Alors que les agents sont amenés à rester chez eux, à limiter les déplacements...Bingo ! Contrôle de remboursement du Navigo ! Quels sont les moutons qui vont se voir reprendre leur remboursement de transport alors qu'ils pensaient faire une petite économie ? Pourquoi la direction ne nous demande pas plutôt nos quittances EDF, car télétravailler chez nous, en plein hiver a aussi un coût qui, lui, n'est pas pris en charge !

Berlioz : un bâtiment intelligent comme sa commande...

Avec l'année 2021, le Berlioz, véritable arlésienne de la DDFIP 93 a enfin vu le jour (le projet remonte à ... une éternité ; on remarque que construire des bâtiments neufs se fait difficilement alors que détruire nos emplois est un mécanisme annuel). Toujours est-il qu'à peine fini, des agents du bâtiment découvrent une de ses particularités : de grandes baies vitrées qui laissent les rayons du soleil se refléter dans leurs écrans ou directement dans leurs yeux. Heureusement, on peut remarquer des stores, mais où est donc la télécommande ? Nulle part ! Et oui, c'est un bâtiment intelligent, les stores se baissent tout seuls. Seulement, ils ne descendent pas en fonction de la lumière mais de la température... Et oui cet hiver, pour voir les écrans la mode sera donc au carton contre les fenêtres, au papier scotché ou aux lunettes de soleil !

Les agents de la DGFIP souffrent d'une carence... de respect !

Le 9 janvier est entré en vigueur le décret n° 2021-15 du 8 janvier 2021 qui prévoit la suspension du jour de carence au titre des congés de maladie directement en lien avec la covid-19 accordés aux agents publics et à certains salariés. Bonne nouvelle ? Pas tant que ça : aucune rétroactivité n'est prévue, a minima au 11 juillet 2020, fin de l'Etat d'urgence sanitaire provisoire, date à laquelle il ne fallait plus tomber malade de la Covid ! De plus il cessera de s'appliquer le 31 mars. Quelle préscience de la ministre de la transformation et de la fonction publiques !!

La conséquence c'est la double peine pour les agents ayant contracté la maladie entre le 11 juillet et le 8 janvier car en plus de s'être vu ponctionné un jour de carence, ils perdent potentiellement un ou plusieurs jours d'ARTT ! Le

vol des congés pendant le 1er confinement ne suffisait pas...

Il ne nous reste qu'à lutter pour une abrogation définitive du jour de carence, mesure discriminatoire et méprisante poussant les agents malades à se rendre à leur poste de travail pour conserver le salaire déjà gelé qu'il perçoivent...



La lutte paie !



La DGFIP est enfin contrainte de retirer la limitation de la participation aux concours (imposée sans concertation et aux mépris des agents). A la suite des interventions des organisations syndicales et notamment de la CGT Finances publiques, le conseil commun de la Fonction

publique du lundi 22 février a supprimé cette limitation. Par ailleurs en 2021, les concours B et A internes et externes ne se tiendront pas aux mêmes dates, permettant ainsi à tous ceux qui le veulent et le peuvent, de s'inscrire aux 2 concours (calendrier disponible sur le site CGT Finances publiques 93).



EPIDEMIQUE TA MERE !

Un an que ça dure. En l'espace d'un an, nos libertés publiques ont été démolies, nos services restructurés en masse (coucou le Berlioz de Bobigny avec 500 agents déménagés alors qu'on mettait en place le couvre-feu à 18H), les missions dégomées etc etc ad nauseam...

C'est dingue quand on y pense, on ne peut plus sortir après 18H00, on égrène les morts tous les soirs à la télé mais toutes les réformes prévues se mettent en place comme si la maladie n'existait pas. Marrant de se dire qu'on doit tous s'enfermer chez nous en télétravail pour préserver nos proches alors que le gouvernement est en train de fermer les hôpitaux de Bichat et de Beaujon (400 lits et 1000 soignants qui sautent).

Marrant de découvrir que les médecins réanimateurs de l'hôpital public sont en grève illimitée parce qu'en un an pas un seul poste n'a été créé dans cette spécialité alors qu'on vient de lâcher 15 milliards à l'arrache de Fonds de Solidarité en quelques mois.

Encore plus drôle, notre DRH nous envoie un mail pour qu'on aille faire de la retape auprès des étudiants qui crèvent la dalle pour qu'ils viennent se faire exploiter 6 mois dans nos services pour permettre de lâcher encore bien plus de tune n'importe comment. Mais surtout n'oublions pas hein, il faut être responsable et supprimer des emplois pour faire des économies, la France compte sur nous pour redresser la barque. Et puis, les étudiants ont-ils vraiment besoin d'étudier après tout ? Plutôt que d'aller faire la queue aux banques alimentaires, enchaîner les contrats précaires pour l'Etat c'est tout de suite plus valorisant. Ceux qui en ont le plus besoin s'écrasent contre nos grilles, par contre t'inquiètes les chaînes de poursuites sont relancées et ça cogne.

Encore mieux, maintenant pas de risques qu'ils viennent encombrer nos couloirs avec leurs problèmes de pauvres. Déjà qu'ils se font griller la place par les Parisiens des beaux quartiers qui maîtrisent Doctissimo et qui passent se faire vacciner dans tout le 93. En Guadeloupe, la population est venue manifester devant les grilles des centres des impôts pour crier sa rage et sa détresse, combien de temps avant que ça n'arrive chez nous ?

Combien de temps allons-nous supporter l'inacceptable ? Jeunes étudiants sans fac, soignants à bout, victimes des plans sociaux, fonctionnaires envoyés au carton, tous on a supporté pendant un an un gouvernement d'incompétents criminels qui ne voit l'épidémie que comme un bon moyen d'y aller franco et de se faire plus de blé. **On ne va pas le supporter éternellement et quand ça va péter ce sera bien classe contre classe !**



Bulletin d'adhésion à la CGT

Nom : Prénom :

Date de naissance : Numéro DGFIP :

Grade : Échelon : Temps Partiel :

Service et adresse administrative :

Adresse personnelle :



Je désire recevoir la presse syndicale : à mon adresse administrative à mon adresse personnelle

Date :

Signature :